

Malgré un ralentissement, l'activité reste croissante en 2018

La croissance mondiale marque le pas

Estimée à 3,0 % en 2018, la croissance de la production mondiale a perdu 0,1 point par rapport à 2017. Sur fond de tensions commerciales entre les États-Unis et ses partenaires, cette légère décélération résulte de trois grands facteurs : la contraction des flux commerciaux à l'échelle mondiale, la baisse du cours de certaines matières premières et les difficultés de financement des économies émergentes. Dans la zone euro, les incertitudes créées par ce contexte ont grandement pesé sur la croissance du produit intérieur brut (PIB). En 2018, le PIB agrégé de ses 19 États membres a ainsi augmenté de 1,9 %, contre 2,4 % en 2017.

En France, le PIB a augmenté de 1,7 % en 2018, soit 0,6 point de moins qu'en 2017. Un ralentissement principalement imputable aux dépenses de consommation et aux investissements, en perte de vitesse par rapport à l'année précédente.

En outre, si la croissance française apparaît parmi les plus faibles d'Europe, elle se révèle supérieure à celle de ses voisins belges et allemands (1,4 %), ou encore italiens (0,9 %)¹.

Les industriels du Grand Est inquiets du contexte extérieur

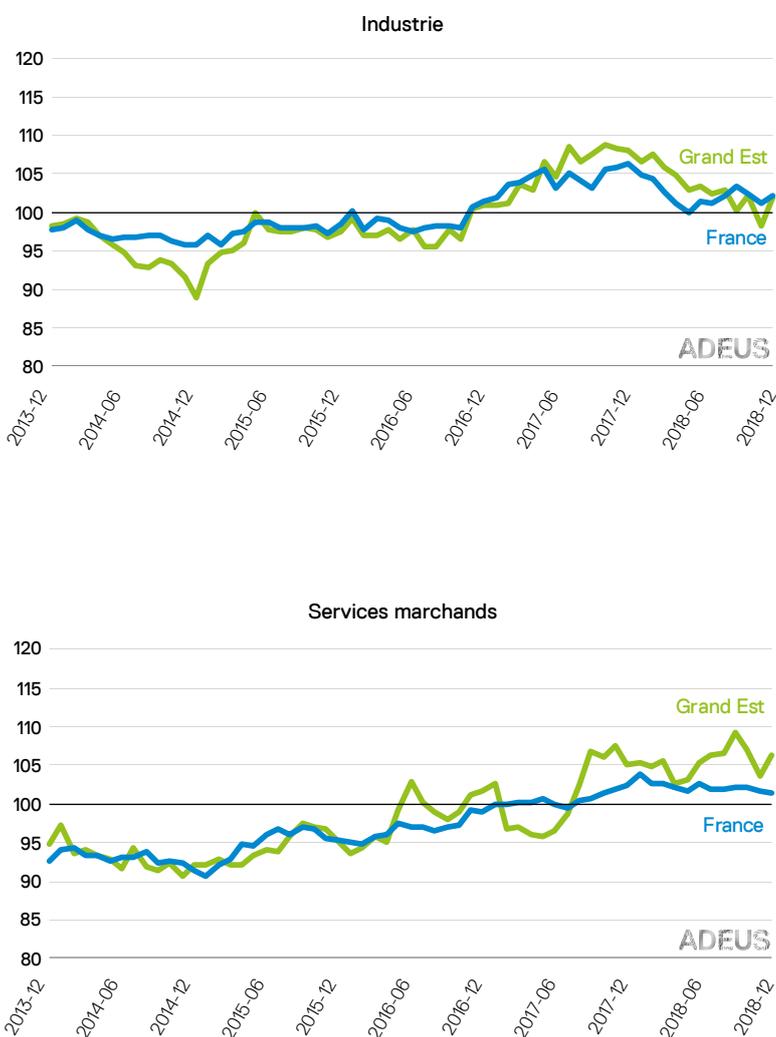
À l'échelle du Grand Est, l'indicateur du climat des affaires (ICA) établi par la Banque de France, rend compte d'une détérioration de la confiance des industriels. Bien que leurs chiffres d'affaires aient continué d'augmenter en 2018, les dirigeants du secteur ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis du contexte extérieur. Celui-ci a en effet pesé sur leurs exportations, limitant la hausse d'activité qu'ils espéraient.

Dans les services marchands, les chefs d'entreprise sont en revanche tout aussi optimistes fin 2018 qu'un an plus tôt, grâce à une croissance des chiffres d'affaires restée élevée.

¹ Source : Eurostat

INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES (SOLDES D'OPINIONS)

Source : Banque de France, Tendances régionales, avril 2019



Lecture : un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinions qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation (100 = moyenne de longue période).

Les exportations restent orientées à la hausse

Dans un contexte a priori peu favorable, les exportations se sont pourtant orientées à la hausse en 2018. Le montant total (en euros) des biens acheminés vers l'étranger a en effet augmenté de 3,8 % par rapport à 2017 à l'échelle de la France, et de 3,5 % à l'échelle du Grand Est.

La valeur des exportations bas-rhinoises a quant à elle progressé de 5,3 % en 2018, grâce notamment à une évolution favorable des ventes vers l'Allemagne et les États-Unis. Les deux pays ont principalement contribué à cette croissance par leurs achats de biens, issus respectivement des industries automobiles et pharmaceutiques. Tous produits confondus, l'Allemagne reste de loin le premier pays destinataire des exportations bas-rhinoises avec 30,7 % du total en 2018, loin devant les États-Unis (8,3 %), le Royaume-Uni (7,8 %) et l'Italie (7,1 %).

Une année mitigée pour les commerçants bas-rhinois

Dans le Bas-Rhin, l'opinion des entrepreneurs indique une nouvelle tendance à la hausse des chiffres d'affaires, bien qu'elle soit moins marquée qu'en 2017. Les effectifs ont également gardé une orientation favorable en 2018, tandis que l'investissement et les indicateurs financiers se sont stabilisés.

Le secteur du commerce se détache néanmoins de ce constat global, témoignant plutôt d'un ralentissement de l'activité en 2018. Les commerçants bas-rhinois semblent en effet avoir pâti de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, largement ressentie à l'échelle nationale. Le secteur fait également face à un changement des habitudes de consommation, qui tend à peser sur l'activité des commerces de grande taille : volonté de consommer moins, de privilégier les produits locaux et les circuits courts, etc.

ÉVOLUTION EN VALEUR DES EXPORTATIONS ENTRE 2017 ET 2018

Source : Douanes françaises

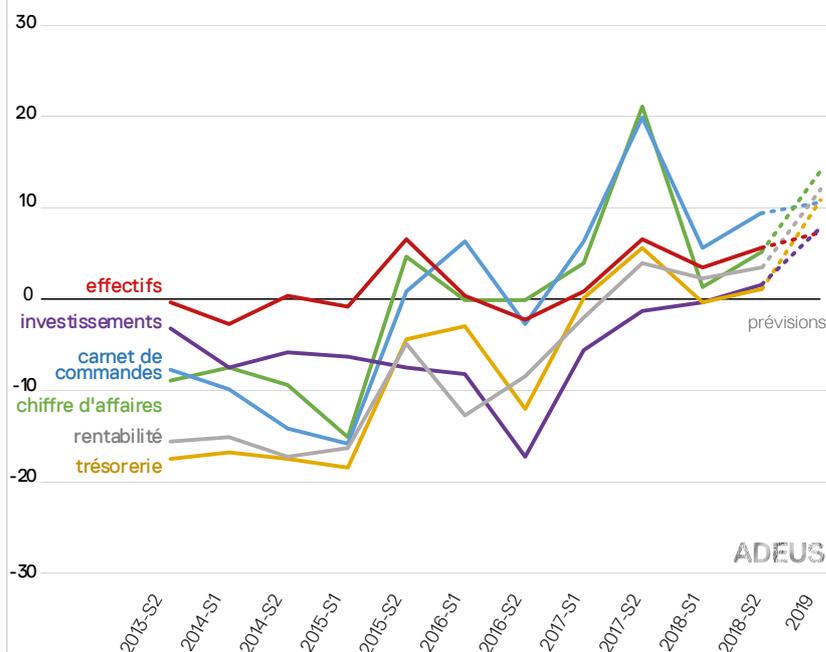


ADEUS

Lecture : le montant total (en euros courants) des biens exportés depuis le Bas-Rhin vers l'étranger a augmenté de 5,3 % entre 2017 et 2018.

BAROMÈTRE DES TENDANCES ACTUELLES ET PRÉVISIONNELLES À UN AN DES ENTREPRISES DU BAS-RHIN (SOLDES D'OPINIONS)

Source : CCI Alsace Eurométropole, Baromètre de conjoncture, février 2019



ADEUS

Lecture : pour chaque courbe, les points représentés au-dessus du niveau zéro indiquent qu'il y a plus d'entreprises déclarant une amélioration que d'entreprises déclarant une détérioration.

Dans le Bas-Rhin, l'emploi progresse pour la troisième année consécutive

Troisième année consécutive de hausse des emplois salariés

Fin 2018, le Bas-Rhin compte près de 455 600 emplois salariés, soit environ 3 600 de plus qu'en 2017. Cette croissance de 0,8 % s'inscrit dans la continuité des deux années précédentes. Depuis fin 2015, le département a en effet vu la création nette de 13 200 emplois salariés, soit une hausse moyenne de 1,0 % par an.

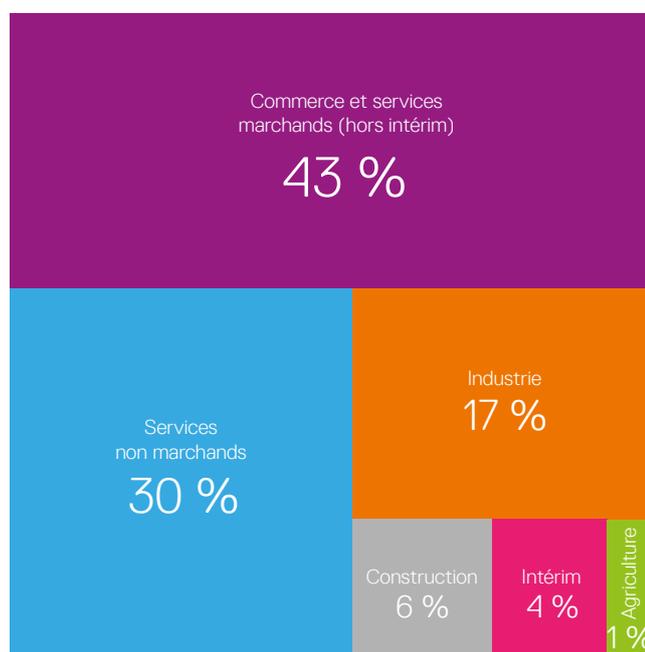
Tandis que la tendance départementale reste proche de la moyenne nationale sur les trois dernières années (+0,9 % par an en moyenne), elle continue de se détacher de celle du Grand Est (+0,4 %). En 2018, la région a même vu l'emploi salarié total diminuer de 0,1 %.

L'ÉCHELLE DÉPARTEMENTALE POUR APPROCHER L'AIRE URBAINE STRASBOURGEOISE

Afin de fournir une vision de la conjoncture économique qui tienne compte de la diversité des territoires, les niveaux géographiques les plus fins ont été privilégiés dans la suite de ce document. Lorsque les données n'existent pas à un niveau infra-départemental, l'échelle du Bas-Rhin a été utilisée pour approcher l'aire urbaine de Strasbourg, qui regroupe environ 70 % de la population et des emplois du département. (Source : INSEE, RP 2015).

RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS DANS LE BAS-RHIN AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

Source : INSEE (Estel - données CVS)



ADEUS

Des créations d'emplois concentrées dans le tertiaire marchand

Avec plus de 3 300 salariés supplémentaires en 2018, soit +1,7 %, le commerce et les services marchands hors intérim confirment leur rôle moteur dans la croissance de l'emploi bas-rhinois. Le secteur affiche en effet un taux de croissance annuel moyen de ses effectifs de 1,3 % depuis fin 2015.

En 2018, la construction confirme également sa reprise d'activité, avec une deuxième année de hausse des effectifs : +1,9 %, après +3,1 % en 2017. L'emploi dans le secteur avait notamment diminué de 7,1 % entre fin 2013 et fin 2016, en raison d'une demande particulièrement faible, aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics.

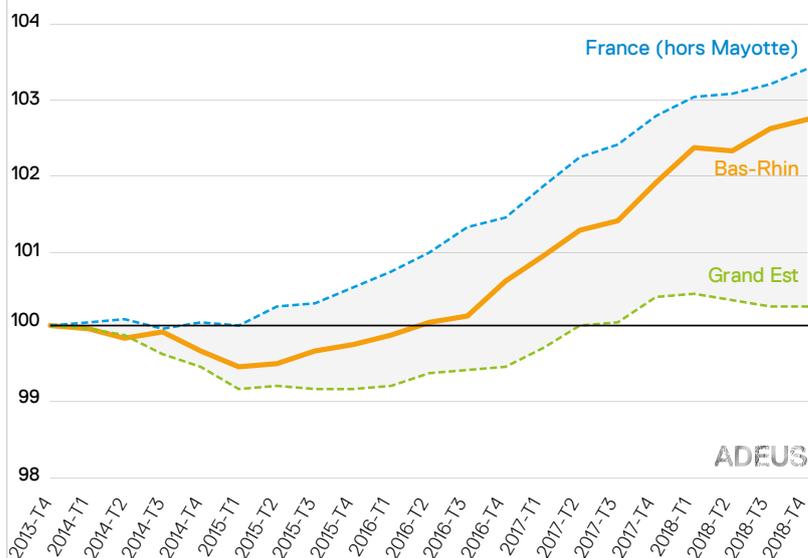
Dans les services non marchands et l'industrie, l'emploi salarié a légèrement augmenté en 2018 (respectivement +0,5 % et +0,4 %). Ces deux secteurs s'inscrivent néanmoins dans une trajectoire stationnaire depuis trois ans.

Enfin, alors que l'intérim expliquait une grande partie des créations nettes d'emplois en 2017, ses effectifs ont diminué cette année d'environ 1 100 salariés (-5,8 %). Grâce à une croissance annuelle moyenne de 6,9 % sur les six dernières années, l'emploi intérimaire reste cependant à un niveau supérieur de 9,5 % à son dernier pic d'avant crise, enregistré début 2007.



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (BASE 100 AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013)

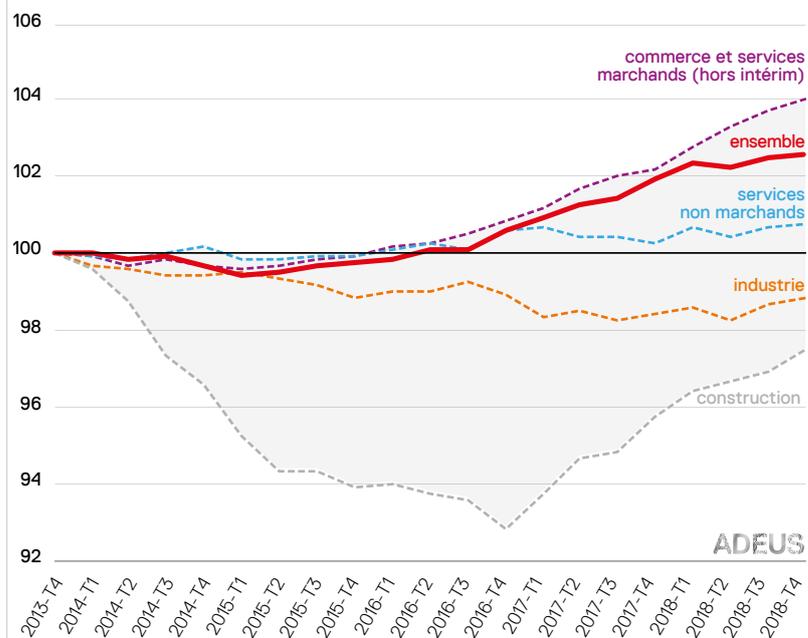
Source : INSEE (Estel - données CVS)



ADEUS

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE BAS-RHIN PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS (BASE 100 AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013)

Source : INSEE (Estel - données CVS)



ADEUS

Une évolution de l'emploi inégale d'un territoire à l'autre

La dynamique strasbourgeoise se poursuit

Mesurée à travers les effectifs salariés privés, l'évolution de l'emploi dans les six zones d'emploi qui composent le Bas-Rhin distingue cette année encore le territoire strasbourgeois.

Avec 4 200 salariés de plus par rapport à fin 2017, soit +2,0 %, la zone d'emploi de Strasbourg explique neuf créations nettes sur dix dans le département. Le territoire enregistre ainsi sa troisième année consécutive de hausse de l'emploi, à un rythme qui reste inchangé.

La plupart des secteurs d'activité ont apporté une contribution positive à la dynamique strasbourgeoise. Seul le travail temporaire, qui représente 3,8 % des emplois salariés privés fin 2018, a vu ses effectifs diminuer de manière significative, à l'image de la tendance nationale. À l'inverse, les services administratifs et de soutien ainsi que le commerce sont les deux secteurs ayant enregistré la plus forte progression, avec la création nette d'environ 900 emplois chacun.

La contraction de l'intérim marque les zones de Sélestat et Haguenau

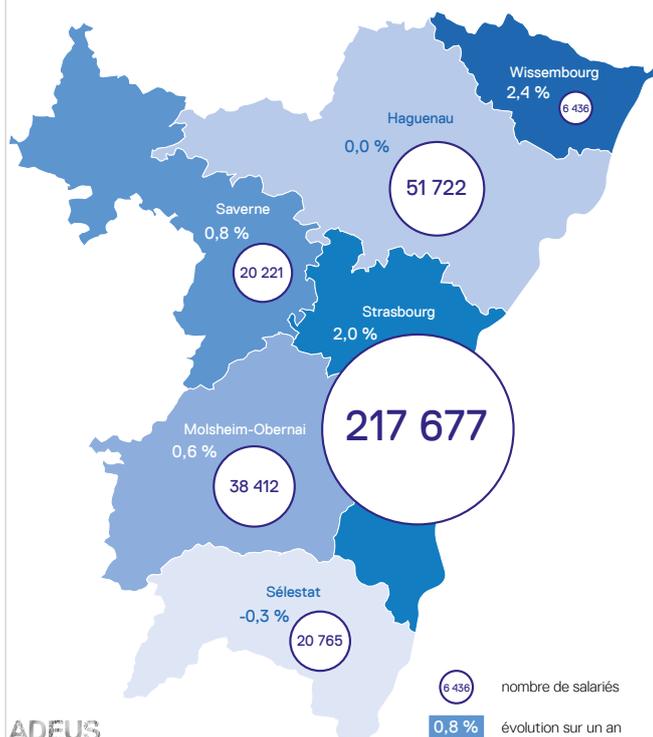
Alors que les zones d'emploi de Sélestat et Haguenau étaient parmi les plus dynamiques en 2017, elles n'ont pas vu leurs effectifs salariés progresser en 2018. Ce constat est en grande partie dû à la perte d'environ 300 salariés intérimaires dans chacun des deux territoires. Hors intérim, l'emploi y a en effet évolué favorablement. Dans la zone de Sélestat, les effectifs ont principalement augmenté dans la construction et le commerce. Dans celle de Haguenau, la construction apparaît aussi parmi les secteurs les plus créateurs d'emplois, juste derrière les industries agro-alimentaires.

À l'inverse de Sélestat et Haguenau, les zones d'emploi de Molsheim-Obernai et Saverne ont bénéficié d'une orientation positive des effectifs intérimaires en 2018. L'emploi salarié a ainsi évolué favorablement dans ces deux territoires, en dépit d'une réduction notable des effectifs dans certains secteurs tels que les industries agro-alimentaires et la fabrication de matériels de transport du côté de Molsheim-Obernai, et le commerce du côté de Saverne.

Quant à la zone d'emploi de Wissembourg, le nombre de salariés y a également augmenté en 2018. Le territoire a notamment bénéficié de créations nettes dans le secteur composite comprenant les administrations publiques, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018 DANS LE BAS-RHIN, PAR ZONE D'EMPLOI

Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture - données brutes)



Les CDI deviennent majoritaires dans les nouvelles embauches

Dans le Bas-Rhin, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois (hors intérim) a augmenté de 7,7 % en 2018. Cette année encore, la tendance départementale est plus favorable que les moyennes régionale (+5,2 %) et nationale (+4,6 %).

Pour la troisième année consécutive, le nombre de DPAE relatives à des CDI a connu une hausse plus marquée que celle enregistrée pour des CDD. Ainsi, la part des contrats sans limite de durée dans les embauches de plus d'un mois a atteint 51,4 % en 2018 dans le Bas-Rhin, contre 46,5 % en 2015.

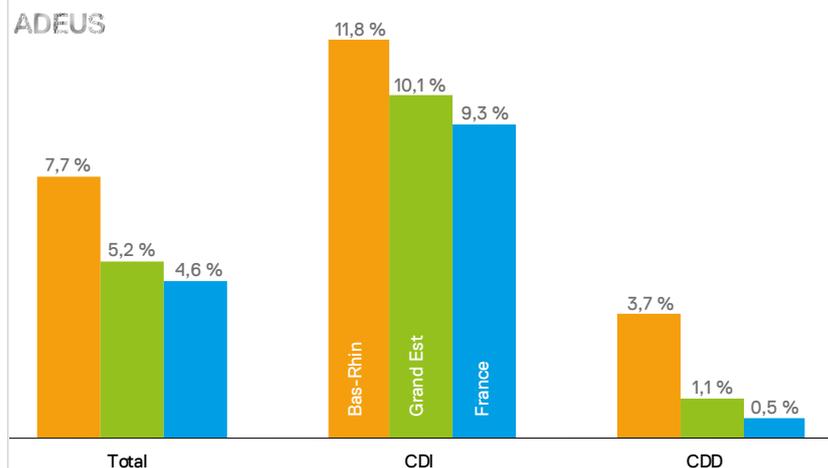
Des CDI plus fréquents dans la zone de Strasbourg

Cette évolution plus favorable des embauches en CDI a été observée dans chacune des zones d'emploi du département. Dans les zones de Haguenau et Molsheim-Obernai, le nombre de DPAE pour des CDD de plus d'un mois a même diminué en 2018.

Des différences existent toutefois entre les territoires sur la part des embauches en CDI dans les DPAE de plus d'un mois. En 2018, elle a en effet atteint 51,8 % dans la zone d'emploi de Strasbourg, contre 46,4 % dans celle de Saverne.

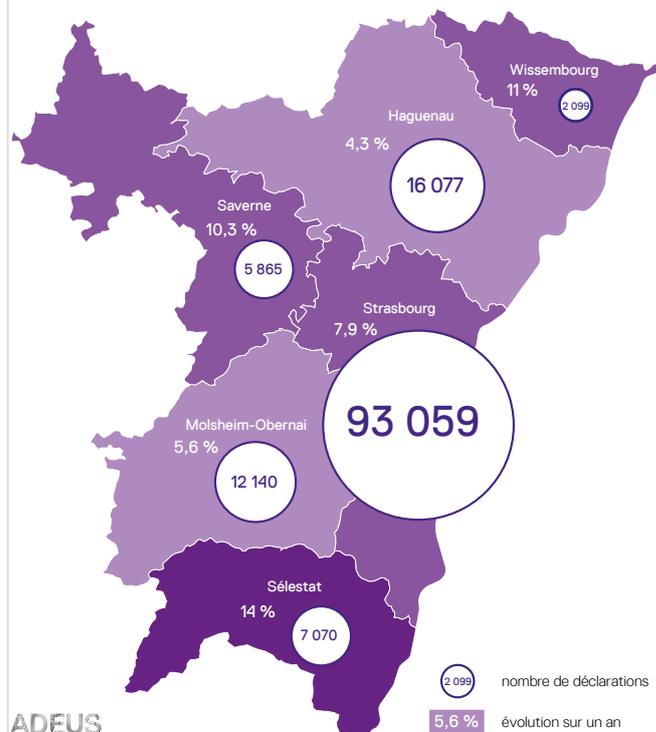
ÉVOLUTION DES DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE DE PLUS D'UN MOIS (HORS INTÉRIM) ENTRE 2017 ET 2018

Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture – données brutes)



DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE DE PLUS D'UN MOIS (HORS INTÉRIM) EN 2018, PAR ZONE D'EMPLOI

Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture – données brutes)



Le nombre de chômeurs baisse, une première depuis la crise

Le taux de chômage au plus bas depuis dix ans

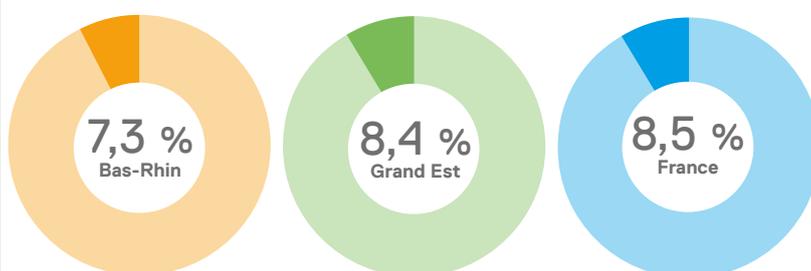
En 2018, le taux de chômage du Bas-Rhin a été enregistré à 7,3 % au quatrième trimestre, soit 0,3 point de moins qu'à fin 2017. À l'instar des moyennes nationale et régionale, il a atteint cette année son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009. La part des chômeurs dans la population active bas-rhinoise poursuit ainsi une baisse entamée fin 2015, ayant perdu 1,5 point depuis.

Cette amélioration a pu être observée dans l'ensemble des zones d'emploi du Bas-Rhin. En trois ans, la plus forte baisse a été enregistrée dans la zone de Saverne, avec -2,1 points, tandis que la moins marquée a été relevée dans celle de Sélestat, avec -1,3 point.

Au quatrième trimestre 2018, Wissembourg reste la zone d'emploi avec le taux de chômage le moins élevé du Bas-Rhin (4,8 %). Ce territoire, dont un tiers des travailleurs a un emploi en Allemagne (contre moins de 5 % sur l'ensemble du département)², bénéficie de sa proximité avec Karlsruhe. À l'inverse, la zone d'emploi de Strasbourg garde le taux le plus haut (8,9 %), légèrement supérieur à celui du Grand Est ou de la France métropolitaine (respectivement 8,4 % et 8,5 %).

TAUX DE CHÔMAGE AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

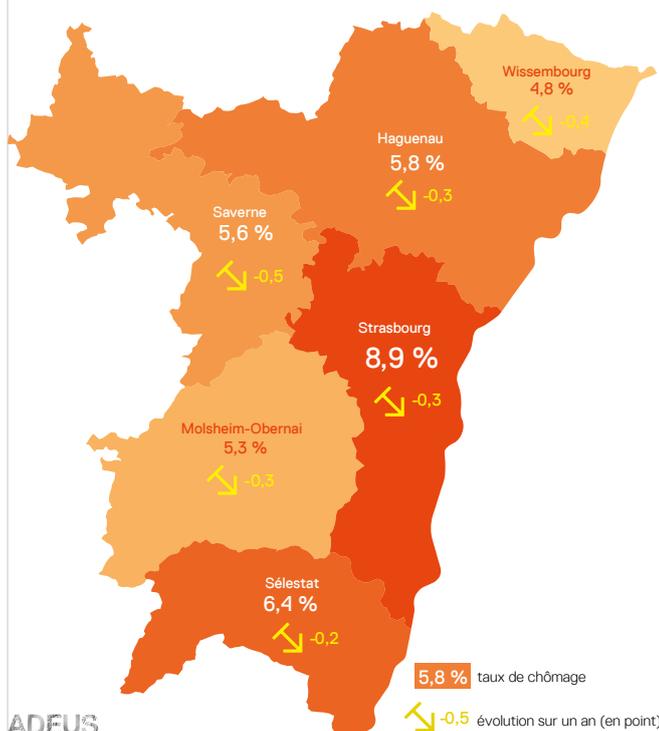
Source : INSEE (données CVS)



ADEUS

TAUX DE CHÔMAGE AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018 DANS LE BAS-RHIN, PAR ZONE D'EMPLOI

Source : INSEE (données CVS)



ADEUS

² Source : INSEE (recensement de la population), 2015

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue pour la première fois depuis 2007

Au 31 décembre 2018, 89 700 demandeurs d'emploi des catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi dans le Bas-Rhin. Sur un an, ce nombre a diminué de 2,1 % ; une première depuis 2007. Cette évolution est visible également à l'échelle du Grand Est (-2,2 %), et s'est révélée plus favorable que la moyenne nationale (-0,4 %).

Dans le détail, la baisse du nombre de chômeurs dans le département s'est vérifiée à la fois parmi les inscrits en catégorie A et les personnes ayant une activité réduite (catégories B et C). De plus, bien que cette embellie ait surtout profité aux jeunes Bas-Rhinois, les chômeurs de 50 ans et plus n'ont pas vu leurs effectifs augmenter sur l'année (-0,1 %), une autre première depuis 2007. Alors que leur poids n'excédait pas 15 % il y a onze ans, les séniors représentent presque 25 % des demandeurs bas-rhinois fin 2018.

Au total, le territoire semble se détacher des tendances régionale et nationale en affichant une diminution généralisée du stock de demandeurs d'emploi. Ce n'est pas le cas du Grand Est et de la France métropolitaine, qui affichent sur l'année une hausse du nombre de chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) et de demandeurs âgés de 50 ans et plus.

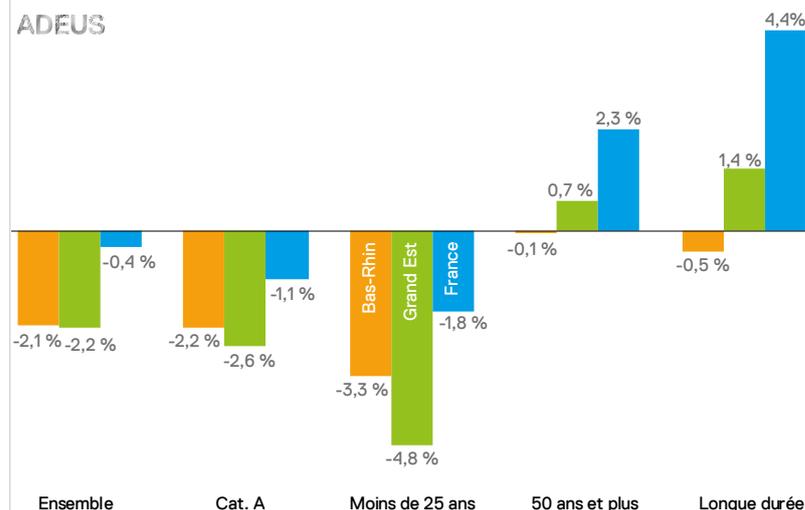
Une amélioration visible sur l'ensemble des territoires

Au sein du département, tous les territoires ont vu leurs effectifs de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C diminuer en 2018.

Le territoire strasbourgeois, qui regroupe 59 % des demandeurs bas-rhinois fin 2018, se distingue toutefois par une hausse du nombre de chômeurs de longue durée (+1,2 %). Aussi, la zone de Sélestat est la seule à avoir vu augmenter en 2018 son nombre d'inscrits âgés de moins de 25 ans (+2,8 %).

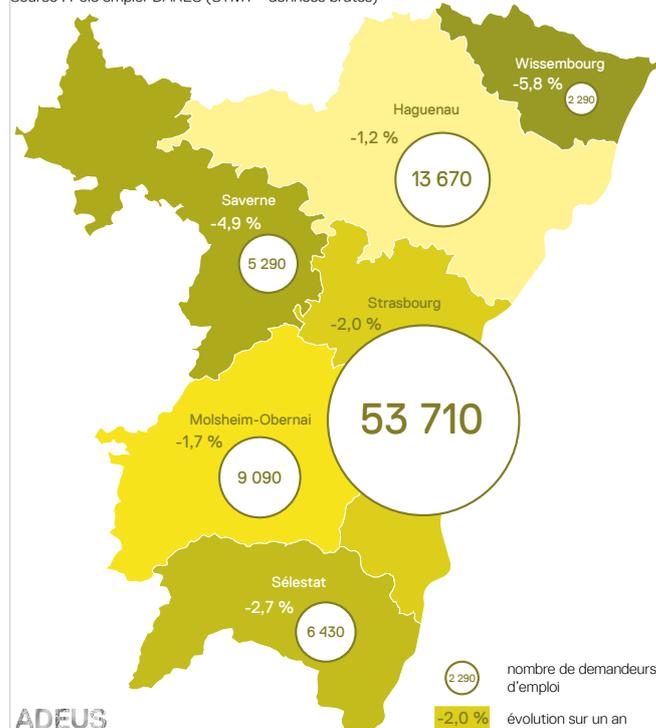
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (CAT. A-B-C) INSCRITS À FIN DÉCEMBRE ENTRE 2017 ET 2018, PAR SOUS-CATÉGORIE

Source : Pôle emploi-DARES (STMT - données brutes)



DEMANDEURS D'EMPLOI (CAT. A-B-C) INSCRITS À PÔLE EMPLOI À FIN DÉCEMBRE 2018, PAR ZONE D'EMPLOI

Source : Pôle emploi-DARES (STMT - données brutes)



Un climat favorable à l'entrepreneuriat

L'essor entrepreneurial ne faiblit pas

Pour la troisième année consécutive, le nombre de créations d'entreprise a augmenté dans le Bas-Rhin. En 2018, près de 9 500 entreprises ont été créées sur le territoire bas-rhinois, soit 12,7 % de plus qu'en 2017. Ce nombre porte ainsi à 25 700 le total des créations enregistrées depuis fin 2015 dans le département.

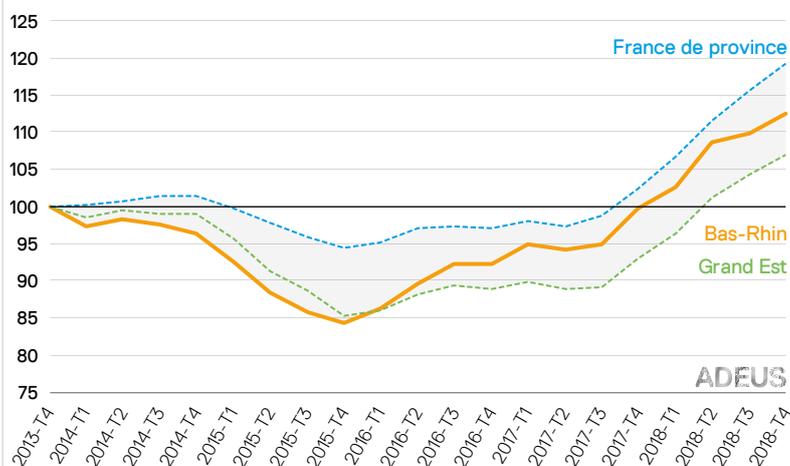
Comparée aux moyennes régionale (+15,0 %) et provinciale (+16,4 %), cette augmentation annuelle apparaît légèrement moins soutenue. Un écart qui s'explique par une croissance plus faible de la création de micro-entreprises dans le département. Hors micro-entreprises, la croissance des créations en 2018 se situe autour de 10 % à ces trois échelles.

Un rebond des créations de micro-entreprise

Après une forte baisse en 2015 suivie de deux années sans rebond significatif, les créations de micro-entreprise ont vu leur nombre augmenter nettement en 2018. Une croissance visible aussi bien dans le Bas-Rhin (+17,6 %) qu'à des échelles plus larges, sous l'impulsion notable de la loi de finances pour 2018, venue rehausser le chiffre d'affaires maximal réalisable sous ce statut. Au total, plus de 3 900 créations de micro-entreprise ont été recensées dans le Bas-Rhin en 2018.

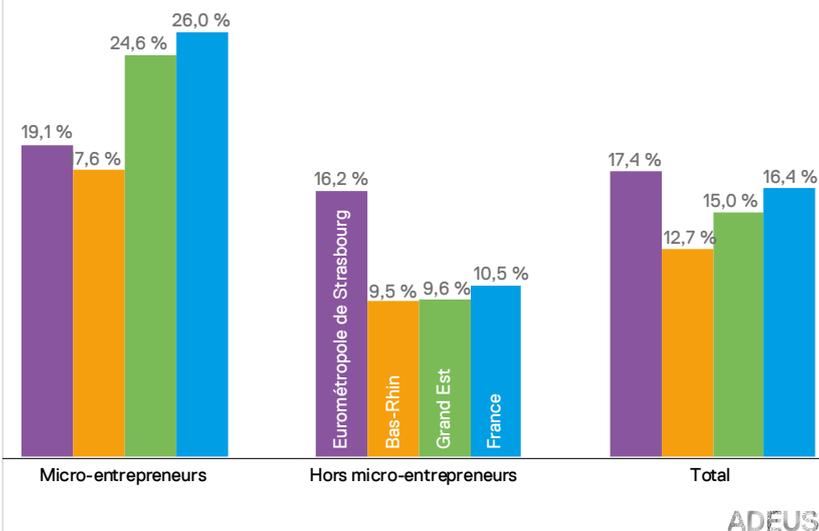
ÉVOLUTION DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE (EN NOMBRE CUMULÉ SUR 12 MOIS – BASE 100 AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013)

Source : INSEE (REE - activités non agricoles - données brutes)



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISE ENTRE 2017 ET 2018, SELON LE RÉGIME

Source : INSEE (REE - activités non agricoles - données brutes)



Année record pour les créations dans l'Eurométropole de Strasbourg

Près de 5 800 entreprises ont été créées en 2018 au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, soit 17,4 % de plus qu'en 2017. Pour la deuxième année consécutive, le territoire atteint son plus haut niveau de créations depuis 2009.

Il s'agit notamment d'une année record pour les créations hors micro-entreprises. En agrégeant entreprises individuelles et sociétés, le territoire a enregistré 3 300 créations en 2018. Avec une hausse de 16,2 % par rapport à 2017, la dynamique strasbourgeoise sur ce type de créations se distingue ainsi nettement des moyennes départementale, régionale et nationale.

Le nombre de défaillances de nouveau en baisse

En 2018, environ 930 défaillances d'entreprise ont été enregistrées dans le Bas-Rhin, soit une diminution de 6,8 % par rapport à 2017. Largement en-dessous du pic atteint en 2014 (près de 1 200 défaillances), ce nombre est le plus faible observé depuis 2010.

Dans le Grand Est comme en France de province, l'amélioration se poursuit également, avec respectivement -1,6 % et -4,0 % de défaillances observées entre 2017 et 2018. Dans ces deux ensembles, le nombre annuel de défaillances est d'ailleurs au plus bas depuis 2007.

Dans le détail, seuls trois secteurs ont connu une hausse du nombre de défaillances dans le Bas-Rhin sur la dernière année. Il s'agit des activités de construction, d'hébergement et restauration, ainsi que des activités techniques et services administratifs. Ces secteurs regroupent à eux trois environ la moitié des défaillances du département en 2018.

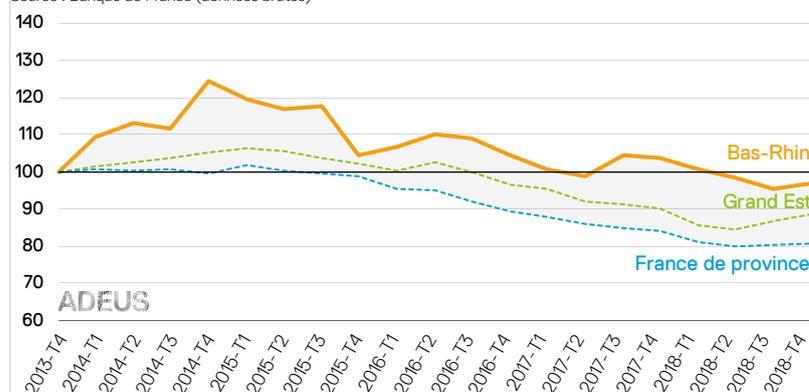
Le nombre de délais de paiement accordés par l'URSSAF divisé par deux en trois ans

Un peu moins de 1 000 délais ont été accordés en 2018 à des entreprises bas-rhinoises pour s'acquitter de leurs cotisations auprès de l'URSSAF. Diminué de 25,2 % sur un an, le nombre de délais accordés a été au total divisé par deux depuis 2015. En 2018, seul le secteur industriel a connu une hausse de ce chiffre.

En termes de montants, la tendance est également à la baisse dans le département, avec -14,2 % en 2018. Malgré des difficultés rencontrées par un petit nombre d'entreprises de taille importante entre juin 2017 et juin 2018, le montant total des cotisations concernées par les délais accordés a diminué de près de 20 % en trois ans. Les secteurs de l'industrie et du commerce se démarquent toutefois, avec une orientation à la hausse de ces montants en 2018.

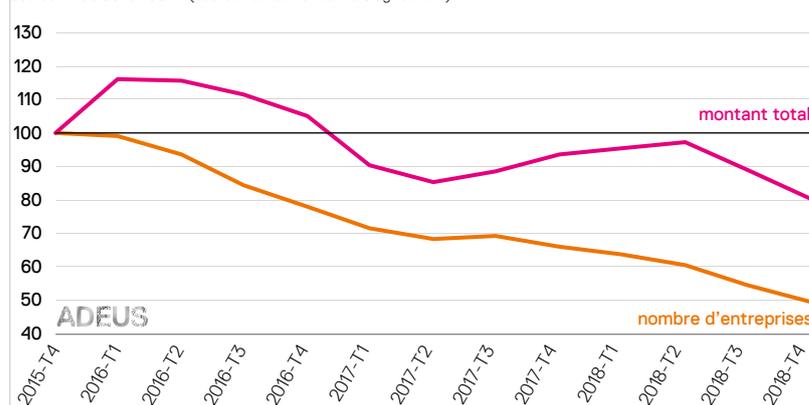
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE (EN NOMBRE CUMULÉ SUR 12 MOIS – BASE 100 AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013)

Source : Banque de France (données brutes)



ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE PAIEMENT ACCORDÉS AUX ENTREPRISES DANS LE BAS-RHIN (EN CUMULÉ SUR 12 MOIS – BASE 100 AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2015)

Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture)



Perspectives économiques à court terme

International. La Banque Mondiale prévoit un léger abaissement de la croissance globale, de 3 % en 2018 à 2,8 % d'ici 2021. Dans la zone euro, une dégradation plus marquée est attendue, conséquence d'un ralentissement combiné des exportations et de la demande intérieure. En dépit du maintien de taux directeurs au plus bas par la Banque centrale européenne, la croissance du PIB de la zone euro perdrait ainsi 0,6 point à l'horizon 2021, pour s'établir à 1,3 %.

France. D'après les projections de la Banque de France, la croissance ne perdrait que 0,3 point d'ici 2021, se maintenant à 1,4 %. Malgré un ralentissement généralisé de l'investissement, l'économie bénéficierait à court terme d'un rebond de la consommation des ménages, consécutif aux mesures sur le pouvoir d'achat votées fin 2018. La croissance française devrait être par ailleurs soutenue par un regain de la demande extérieure, en provenance notamment de ses partenaires européens.

Grand Est. Les prévisions des dirigeants d'entreprise pour 2019 laissent espérer une nouvelle hausse des chiffres d'affaires dans chacun des secteurs interrogés par la Banque de France. En matière d'investissement et d'emploi, l'industrie se démarquerait par des orientations contraires à celles de la construction et des services. Le secteur pourrait en effet afficher une forte augmentation des dépenses dans l'appareil productif en même temps qu'une baisse de ses effectifs, permise par une meilleure productivité.

Bas-Rhin. Les prévisions recueillies par la CCI Alsace Eurométropole laissent augurer une tendance positive en 2019 sur tous les plans. Quel que soit le secteur considéré, le niveau d'activité et l'emploi s'orienteraient à la hausse. De même, la situation serait favorable du côté des variables financières, qu'il s'agisse d'investissement, de trésorerie ou de rentabilité. La dernière enquête menée par Pôle emploi sur les besoins en main-d'œuvre rappelle toutefois qu'une forte montée des difficultés de recrutement est anticipée pour 2019. Le phénomène pourrait ainsi limiter la progression du territoire sur les fronts de l'emploi et du chômage.

Références

- Aeberhardt L., Laurent T. et Montornès J., *Les comptes de la Nation en 2018*. INSEE Première, n° 1 754, mai 2018
- Banque de France, *Les entreprises en Grand Est - Bilan 2018 et Perspectives 2019*. Tendances régionales : Grand Est, mars 2019
- Banque de France, *Projections macroéconomiques France - Synthèse juin 2019*. Prévisions économiques, juin 2019
- CCI Alsace Eurométropole, *Baromètre de conjoncture Alsace*. n° 14, février 2019
- European Commission, *European Economic Forecast – Spring 2019* Institutional Paper 102, mai 2019
- INSEE, *Le bilan économique régional 2018*, INSEE Conjoncture Grand Est n° 18, juin 2019
- Ministère de l'Économie et des Finances, *Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018*, article 22, JORF n° 0305 du 31 décembre 2017
- World Bank Group, *Global Economic Prospects, June 2019 : Heightened Tensions, Subdued Investment*. Washington, DC, juin 2019
- Xandry V., *Alimentaire : pourquoi la grande distribution a du souci à se faire*. Challenges [en ligne], 18 janvier 2019

Pour en savoir plus

- [Strasbourg Éco 2030 : bilan 2018](#), Les expertises de l'ADEUS, juin 2018

Sources

Cette note a été réalisée avec les données de la Banque de France, la CCI Alsace Eurométropole, la DARES, Eurostat, le Groupe Banque Mondiale, l'INSEE, Pôle emploi et l'URSSAF Alsace. L'ADEUS tient à les remercier pour leurs contributions.



L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

Directrice de publication : **Anne Pons, Directrice générale de l'ADEUS**
Équipe projet : **Fabien Monnier (chef de projet), Marie Balick, Nathalie Griebel**
PTP 2019 - N° projet : **1.2.4.1**
Photo : **Jean Isenmann**. Mise en page : **Anne-Laure Carré**

© ADEUS
Notes et actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'ADEUS www.adeus.org